

# UNE DECOMPOSITION DE L'EFFET DE LA LIBERTE ECONOMIQUE SUR LA CROISSANCE DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT

Rami ABDELKAFI : Maître-assistant à la FSEG de Sfax et membre de l'URDEE 99/UR/06-10  
abdelkafirami@yahoo.fr

Hatem DERBEL: Membre de « Economix » de l'Université Paris X Nanterre et de l'URDEE de la FSEG de Sfax. derbelhatem@yahoo.fr

**Résumé:** Le manque d'efficacité qui caractérise les politiques économiques des pays en développement a poussé plusieurs économistes à recommander un désengagement massif de l'Etat de l'activité économique. La liberté économique est avancée comme une alternative pour des stratégies de développement plus efficaces. Notre travail montre que l'indice de la liberté économique cache l'importance de ses composantes et masque l'importance de l'intervention de l'Etat dans les pays en développement. A travers la méthode de Hansen, 2000, nous montrons que pour des tailles de l'Etat relatives à des scores supérieurs à 5.956 (selon la construction de l'indice de liberté économique), les investissements publics exercent un effet positif sur la croissance.

**Mots clés:** Etat, pays en développement, liberté économique, croissance, modèle à seuil.

## 1. INTRODUCTION

La persistance de la pauvreté, des inégalités et la détérioration des rapports entre le nord et le sud ont montré que la recherche d'un modèle standard de développement est une stratégie non gagnante. Pourtant, certaines recommandations de politiques économiques restent toujours considérées, par les organisations internationales et les pays développés, comme des priorités devant être appliquées dans les pays en développement sans exception.

Sur le plan des faits, l'efficacité des politiques économiques dans les pays en développement reste toujours problématique. L'échec de certaines de ces politiques est attribué à des facteurs politiques, institutionnels, géographiques, économiques etc. Les aides au développement ont longtemps été considérées comme un moyen pour tenter de dépasser cet échec. A travers ces aides, les pays développés et les organisations internationales ont cherché à faire passer certaines idées dont l'objectif apparent est de lancer les pays pauvres dans les bonnes stratégies de développement.

D'un point de vue théorique, le renouveau du rôle de l'Etat qu'ont donné les nouvelles théories de la croissance économique n'a pas suffi pour résoudre la question ancienne et complexe concernant l'efficacité économique du libre jeu de marché. En effet, balançant entre deux points de vue extrêmes, les débats économiques restent toujours très vifs et essaient de déterminer le rôle de chacun dans le processus de développement. Si l'idée extrême du « *tout Etat* » a perdu du terrain ces dernières années, à cause notamment de l'expérience soviétique (Boyer, 1998), celle du « *tout marché* » reste toujours très répondue et même défendue par les plus grandes institutions internationales.

L'Economic Freedom Network est la toute nouvelle réalisation des économistes ultra-libéraux qui leur a permis de défendre leurs idées libérales. A partir de l'Indice de Liberté Economique (ILE), ces économistes ont tenté de mettre en avant le lien entre cette liberté économique et

quelques mesures du développement, dont le plus important reste toujours le produit par tête. Ainsi, ces économistes ont essayé de présenter cette notion de liberté économique comme une stratégie efficace pour leur développement.

Notre objectif dans ce papier n'est pas de nier l'efficacité et la nécessité de la liberté dans le processus de développement, mais plutôt de montrer que cette liberté, telle qu'elle est envisagée par ces économistes ultra-libéraux, n'est pas forcément efficace dans les pays en développement. En fait, ayant des caractéristiques très différentes, ces pays ont besoin de politiques économiques devant précéder le processus de libéralisation de l'économie.

Le reste du papier est organisé comme suit. La seconde section tentera d'expliquer la notion de liberté économique. Loin d'être exhaustive, cette partie sera basée sur quelques travaux qui ont essayé de montrer l'importance de cette liberté. Les critiques à cette notion seront données dans la section trois. Dans la section quatre, nous nous baserons sur un échantillon de soixante dix pays en développement pour étudier les effets de la liberté économique sur la croissance. Une partie de cette section sera consacrée à la décomposition de l'indice de liberté économique et à l'impact de ses composantes sur la croissance. L'analyse de la variable reflétant la taille de l'Etat occupera une place plus importante dans cette section. La section cinq insistera sur l'analyse du contexte des pays en développement et la mise en évidence de l'importance des politiques économiques dans ces pays.

## 2. LA NOTION DE LIBERTE ECONOMIQUE

L'indice de liberté économique mesure le degré selon lequel les institutions et les différentes politiques d'un pays encouragent la liberté économique. Il est basé sur les choix personnels, le libre échange, la liberté de la concurrence et la sécurité des propriétés privées. Selon le rapport, les pays africains, ceux d'Amérique Latine et les pays ex-communistes sont les moins classés en termes de liberté économique. Le rapport note que les pays les mieux classés possèdent les taux de croissance les plus élevés ainsi que les meilleurs indicateurs sociaux (telle que l'espérance de vie). On note aussi que la richesse créée par le marché est plus importante que celle créée par la conquête des terres et par les richesses naturelles. De plus, le marché crée un environnement dans lequel il serait très difficile pour les pouvoirs publics d'exercer des pressions sur les peuples. Sur la notion de liberté économique dont il est question, le rapport note :

*"A consensus about the nature of economic freedom evolved from those early conferences. Participants agreed that the key ingredients—the four cornerstones—of economic freedom were:*

- *personal choice rather than collective choice;*
- *voluntary exchange coordinated by markets rather than allocation via the political process;*
- *freedom to enter and compete in markets, and*
- *protection of persons and their property from aggression by others".*

Cette notion de liberté assigne à l'Etat le rôle d'établir une structure légale qui assure le bon fonctionnement du libre jeu du marché. Toutefois, cet Etat doit se désengager de toute activité qui risque de concurrencer l'activité privée et le bon fonctionnement de la concurrence. Ainsi, la liberté économique sera réduite si les taxes, les dépenses publiques, les politiques de

régulations se substituent à certaines activités privées sur le marché. En totalité, la construction de l'indice de liberté économique se base sur 38 indicateurs et sous-indicateurs qui concernent cinq domaines différents<sup>1</sup>.

Le premier est relatif à la taille de l'Etat dans l'économie. Dans ce cas, on considère que les dépenses de l'Etat ainsi que les subventions et les transferts sont des variables qui limitent la liberté économique. De même, il s'agit de voir dans quelle mesure la production est réalisée par des entreprises privées et non pas par des entreprises publiques (les taxes aussi constituent un critère de calcul de la taille de l'Etat).

Le second domaine concerne la structure légale et la sécurité des droits de propriété. D'une manière générale, il s'agit de voir dans quelle mesure les lois en vigueur dans l'économie respectent la liberté des échanges et à quel degré les agents privés ont confiance dans ces lois pour qu'elles protègent leurs intérêts privés.

Le troisième domaine est relatif à la stabilité de la monnaie et à l'efficacité des politiques monétaires. En fait, il consiste à étudier la volatilité de l'inflation dans l'économie et la possibilité que possèdent les agents privés pour avoir accès à des monnaies étrangères plus sûres et plus stables que leur monnaie nationale.

Le quatrième domaine concerne l'ouverture de l'économie à l'extérieur. Donc il s'agit de voir dans quelle mesure les agents privés sont libres de faire des échanges à l'échelle internationale.

Enfin, le dernier domaine s'intéresse aux réglementations qui peuvent toucher le marché des crédits, du travail et des biens. Il s'agit d'étudier la liberté d'échange sur ces différents marchés.

Ainsi défini, l'indice de liberté économique a permis à plusieurs travaux de tester les liens qui peuvent exister entre cette liberté et certains indicateurs économiques dont le plus important reste toujours le revenu par tête. Par exemple, certaines études ont été basées sur des échantillons assez hétérogènes de pays à la fois développés et en voie de développement, et ont abouti à des conclusions montrant une corrélation positive entre la liberté et la croissance économiques (Schaefer, 2003; Gwartney et al., 2005; Gwartney et al., 2004; Cole, 2003; Esposito et al., 1999). Certaines autres études (de Soysa and Neumayer, 2004; Stroup, 2003) vont plus loin et montrent l'effet positif de la liberté économique sur des indicateurs environnementaux tel que le "*genuine savings*"<sup>2</sup>.

Ainsi, si on croit aux idées avancées par ces économistes ultra-libéraux, on peut dire que le libéralisme économique conduit automatiquement à plus de croissance et à un meilleur bien-être des populations. Toutefois, un simple constat des faits mondiaux récents montre que les points de vue, et surtout les sentiments, sont loin d'être unanimes sur l'efficacité de ce libéralisme. En fait, les mouvements alter mondialistes et les mécontentements de plus en plus importants chez les populations de plusieurs pays en développement montrent que les politiques, jusque là encouragées par les institutions internationales, n'ont pas réussi à donner

---

<sup>1</sup> Pour plus de détails sur la méthode de calcul de l'indice, on peut consulter Gwartney et al., 2005.

<sup>2</sup> Le "*genuine savings*" est un indicateur de soutenabilité faible inventé par des économistes de la Banque Mondiale. Cet indicateur consiste à retrancher du revenu national l'épuisement des ressources naturelles et les dommages qui résultent de la pollution (voir, par exemple, Hamilton et Clemens, 1999).

un équilibre mondial et un sentiment de satisfaction même à l'intérieur de certains pays développés.

### 3. LA LIBERTE ECONOMIQUE: UNE NOTION RELATIVE

Mis à part les critiques d'ordre théorique s'opposant à cette notion de liberté économique, les méthodes de calcul de l'*IIE* n'échappent pas à des limites que certains auteurs n'ont pas hésité à mettre en évidence. Par exemple, dans Poirier, 2001, on trouve différents types de critiques à cet indice. La première est relative à la limite du *PIB* par tête en tant qu'indicateur du bien-être. Ce type de critique persiste même avec les nouveaux travaux qui ont tenté d'introduire certains indicateurs environnementaux comme le "*genuine savings*", par exemple, dans la mesure où même ces indicateurs sont parfois très critiqués et sont considérés comme incapables de donner une idée claire sur le degré de développement<sup>3</sup>. Une deuxième critique est d'ordre méthodologique et concerne l'utilisation du pourcentage de certaines variables par rapport au *PIB* comme composantes de l'*IIE*. Sur ce point, Poirier, 2001 signale qu'une augmentation du *PIB*, résultant de certaines dépenses publiques efficaces, entraînerait un meilleur score en termes d'*IIE*, même si le montant de ces dépenses publiques est resté stable<sup>4</sup>. De même, utiliser le *PIB* comme composante dans le calcul de l'*IIE* rend évidente la relation qui peut exister entre cet indice et la croissance économique. Enfin, une troisième critique concerne l'inflation et la stabilité des prix. Selon le même auteur, des situations de forte inflation ne sont pas dues nécessairement à des politiques économiques inefficaces, mais il est très probable qu'elles soient le résultat des crises économiques.

Bien que certains travaux aient été concentrés sur le contexte des pays en développement<sup>5</sup>, la plupart des études empiriques sur le lien entre liberté économique et croissance ont fondé leurs résultats sur des échantillons de pays hétérogènes ayant des degrés de développement très différents. A notre avis, comme c'est le cas pour la plupart des problèmes économiques, l'étude de la liberté économique doit tenir compte de la particularité du contexte des pays en développement. Tout d'abord, l'idée d'une causalité en double sens entre la croissance et ses facteurs peut être fortement défendue dans les pays en développement. Le contexte de certains de ces pays qui se trouvent piégés dans des situations où le développement des facteurs de croissance se heurte à plusieurs obstacles peut aussi confirmer ce point de vue. En effet, dans ces pays, le niveau de vie très bas et le manque de moyens restent les principaux handicaps pour une vraie relance de la croissance. Farr et al., 1998, par exemple, confirment l'existence d'une causalité dans les deux sens entre la liberté économique et le niveau du *PIB*. Pour les mêmes auteurs, le niveau de croissance véhicule le lien entre la liberté économique et la liberté politique. Ensuite, même les partisans du libéralisme économique n'ignorent pas le rôle très important que doivent jouer les autorités publiques<sup>6</sup>. A notre avis, ceci rend

---

<sup>3</sup> Voir, par exemple, Pillarisetti, 2005.

<sup>4</sup> En d'autres termes, selon cette critique, une augmentation des dépenses publiques qui se traduit par une augmentation plus que proportionnelle du *PIB* est considérée par l'*IIE* comme une amélioration du degré de la liberté économique.

<sup>5</sup> Mbaku, 2003, par exemple, note que cette liberté économique permettrait aux pays africains de développer un secteur privé plus efficace, d'avoir des institutions très favorables à leur développement et de participer davantage dans l'économie mondiale.

<sup>6</sup> En fait, ces auteurs considèrent que la liberté économique ne réduit pas l'importance du rôle de l'Etat mais plutôt l'étendu de son action dans l'économie. Ainsi, cet Etat doit s'assigner le seul rôle de veiller au bon fonctionnement de marché et au respect des propriétés individuelles.

indispensable l'intégration d'un autre aspect dans l'étude de la liberté économique, à savoir la capacité des pays en développement de choisir librement le mode de fonctionnement de leurs économies. Pour certains, le libéralisme économique constitue un moyen de domination pour les pays les plus puissants pour imposer le modèle économique dans les secteurs où ils dominent. Ainsi, étant dans une position de faiblesse, les pays pauvres se trouvent parfois obligés d'adopter des politiques économiques non adaptées à leur contexte économique. Le tableau suivant, extrait de Poirier, 2001, montre la correspondance très nette entre les éléments de l'ILE et les directives qu'imposent les programmes d'ajustement structurel relatifs à l'intervention de la Banque Mondiale et du Fond Monétaire International dans certains pays en développement:

**Tableau 1: mesures des PAS et éléments de l'ILE**

MESURE DES PROGRAMMES D'AJUSTEMENT	ELEMENT DE L'EFR <sup>7</sup> CORRESPONDANT
<b>STRUCTUREL</b>	
<b>1) Stabilisation macroéconomique à court terme</b>	
Austérité budgétaire	Importance du gouvernement dans l'économie
Réduction des dépenses publiques d'investissement	
Elimination des subventions	
Elimination des contrôles de prix	Utilisation du libre-marché
Libéralisation du marché du travail	
Contrôle de la masse monétaire	Politique monétaire et stabilité des prix
Dévaluation de la monnaie et élimination du contrôle des changes	Liberté du marché des devises
<b>2) Réforme structurelle</b>	
Privatisation des sociétés d'Etat	Importance du gouvernement dans l'économie
Réforme fiscale	
Privatisation des terres	Utilisation du libre-marché
Libéralisation du commerce international	
Libéralisation du système bancaire	Liberté des marchés financiers
Libéralisation des mouvements de capitaux	

**Source** : Poirier, 2001

Morrissey, 2002 insiste sur les mêmes idées en mettant en avant les conditions qui ont accompagné les aides accordées par la Banque Mondiale aux pays en développement. Il écrit : *"the structural adjustment policies promoted by the World Bank in developing countries since 1980 constituted the maturation of conditional lending : aid was explicitly linked to policy reform conditions, to various degrees and with diverse outcomes. The reform conditions covered all areas of policy. Conditions relating to fiscal policy (taxes and deficits), trade liberalization, privatization of public enterprises and liberalization of agriculture featured in two-thirds or more of all World Bank programmes in the 1980s ; monetary policy, financial sector liberalization, industrial, energy and wage policies were less frequently included"*.

Les mêmes idées se confirment quand on remarque que dans les efforts de la communauté internationale de réduire la fracture numérique entre pays développés et ceux en développement, peu d'intérêt a été accordé au problème de la répartition inégale des ressources dans le monde et sur l'incapacité de certains pays d'accéder aux nouvelles technologies. La compatibilité de certaines de ces technologies avec les modes de

<sup>7</sup> Economic Freedom Rating.

fonctionnement des sociétés africaines reste un problème toujours posé et leur rentabilité nécessite le dépassement du statut de récepteur et d'imitateur.

## 4. ETUDE EMPIRIQUE

### 4.1- *Le lien liberté économique-croissance à travers l'indice agrégé*

Notre objectif dans cette partie empirique est, d'abord, d'étudier les effets de la liberté économique sur la croissance pour un échantillon assez large de pays en développement. Ensuite, il est de voir dans quelle mesure l'existence d'un effet positif de cette liberté peut signifier une marginalisation du rôle de l'Etat dans l'économie. L'échantillon que nous avons choisi comporte soixante dix pays en développement dont la liste est donnée dans l'annexe A. L'utilisation de la méthode LTS (*Least Trimmed Squares*) montre l'absence d'observations aberrantes parmi les pays de l'échantillon<sup>8</sup>. Notre étude couvre la période comprise entre 1972 et 2003. Ainsi *GPIB* représente le taux de croissance moyen du PIB par tête sur cette période. La variable *INV* est la moyenne sur la même période de la part de l'investissement dans le PIB. Les données relatives à ces deux variables sont extraites des Penn World Tables 6<sup>9</sup>. Concernant la variable scolarisation, le manque de données sur toute la période et pour tous les pays de l'échantillon nous a amené à prendre la moyenne sur la période comprise entre 1990 et 1996. Ainsi, *SCO* désigne la moyenne entre 1990 et 1996 du taux de scolarisation dans le secondaire. Les données de cette variable sont extraites du WDI 2003 de la Banque Mondiale. Enfin, toutes les données relatives à la liberté économique sont extraites de la base de données du Fraser Institute<sup>10</sup>. Pour ces variables, les données sont fournies sur des intervalles de cinq ans sur la période comprise entre 1970 et 2000. La série de données n'est disponible pour toutes les variables et pour tous les pays qu'à partir de 1985 et elle se poursuit jusqu'à 2003 avec des données annuelles à partir de 2000. Toutefois, nous nous sommes limités à la moyenne des variables sur la période 1985-2000. Ce choix nous permet, d'abord, d'éviter l'effet retour qui pourrait exister entre la liberté économique et la croissance (Heckelman and Stroup, 2000; Chong and Calderón, 2000; Dawson, 2003). Ensuite, il permet de tenir compte de l'effet retard dans le lien entre les deux variables (Carlsson and Lundström, 2002). Le modèle estimé est le suivant :

$$GPIB = C + \alpha_0 LPIB_{i72} + \alpha_1 ILE_i + \alpha_2 INV_i + \alpha_3 SCO_i + \varepsilon_i \quad (1)$$

où *i* désigne les pays. Les différentes variables sont définies comme suit :

*GPIB* = le taux de croissance du PIB par tête ;

*C* = la constante ;

---

<sup>8</sup> Par rapport aux autres procédures standards (comme la distance de Mahalanobis, par exemple), cette méthode possède le pouvoir de traiter des modèles à plus d'une variable explicative. De même, cette méthode peut détecter les valeurs aberrantes à la fois dans les variables expliquées et les variables explicatives (Rousseeuw, 1984; Rousseeuw and Zomeren, 1990).

<sup>9</sup> <http://pwt.econ.upenn.edu/>

<sup>10</sup> Les données relatives à l'ILE ainsi que ses différentes composantes sont extraites du site <http://www.freetheworld.org/download.html>.

$LPIB_{72}$  = le logarithme du PIB par tête à la date initiale (1972)

$IIE$  = l'indice de liberté économique ;

$INV$  = l'investissement en pourcentage du PIB;

$SCO$  = le taux de scolarisation dans le secondaire.

Les résultats de l'estimation de la relation (1) sont donnés dans le tableau (2).

**Tableau 2 : résultats de l'estimation des effets sur la croissance économique (Variable dépendante = GPIB)**

Variables	Coefficients	
C	4.98*	(1.112428)
$LPIB_{72}$	-1.05*	(0.207800)
$IIE$	0.93*	(0.166550)
$INV$	0.04**	(0.020080)
$SCO$	0.03*	(0.007373)
$R$	0.56	
Nombre d'observations	70	
<small>* significatif à un seuil de 1%, **significatif à un seuil de 5% Les valeurs entre parenthèses représentent les écarts-type corrigés de l'hétéroscédasticité par la méthode de White, 1980.</small>		

Ces résultats montrent des coefficients significatifs et ayant les signes attendus pour toutes les variables. Ainsi, on peut voir que l'investissement et la scolarisation ont des effets positifs sur la croissance économique. Le signe négatif caractérisant le PIB initial confirme l'hypothèse de convergence des pays dans l'échantillon. Concernant la liberté économique, le résultat ne diffère pas de la majorité des autres études montrant une corrélation positive entre l'indice de liberté économique et la croissance du PIB. Toutefois, certaines études récentes considèrent que l'utilisation d'un indice agrégé de la liberté économique peut masquer la vraie nature de l'effet de cette dernière sur la croissance (Carlsson and Lundström, 2002; Bengtsson et al., 2005; Heckelman and Stroup, 2000). Dans ce qui suit, nous essayerons de voir quelle est l'importance de chacune des composantes de l'indice de liberté économique dans son effet sur la croissance.

#### 4.2- Une décomposition de l'effet de la liberté économique sur la croissance

Comme nous l'avons signalé plus haut, la construction de l'indice de liberté économique concerne cinq domaines différents. Ces derniers sont représentés par cinq variables que nous avons intégrés dans l'équation (1) à la place de l'indice agrégé de liberté économique. La première variable (notée  $TE$ ) concerne la taille de l'Etat, la seconde (notée  $SL$ ) reflète la qualité du système légal, la troisième (notée  $SM$ ) concerne la stabilité de la monnaie et l'efficacité de la politique monétaire, la quatrième (notée  $LC$ ) est relative à la liberté du commerce et à la capacité des agents nationaux à s'ouvrir sur l'extérieur, la cinquième (notée  $REG$ ) concerne le degré de régulation et l'intervention des pouvoirs publics dans le marché monétaire et le marché du travail.

A ce niveau, l'équation estimée était la suivante:

$$GPIB = C + \beta_1 \text{Log} \left( \frac{PI}{B} \right) + \beta_2 \frac{SCO}{TE} + \beta_3 \frac{INV}{LC} + \beta_4 \frac{SL}{SM_i} + \beta_5 \frac{REG}{\delta_i} \quad (2)$$

Les résultats de l'estimation de cette équation sont donnés dans le tableau 3.

**Tableau3– Une décomposition de l'effet de la liberté économique sur la croissance**

Variables	Coefficients		
Constante	4.79709*	(1.142057)	
$\text{Log} \left( \frac{PI}{B} \right)$	-1.06944*	(0.213428)	[2.54882]
INV	0.05751**	(0.021681)	[2.01957]
SCO	0.02961*	(0.007378)	[2.87585]
TE	0.22605***	(0.107171)	[1.74029]
SL	0.58361*	(0.123600)	[1.79267]
SM	0.27404*	(0.074075)	[1.36355]
LC	-0.28831***	(0.139071)	[2.51535]
REG	0.25389	(0.176472)	[2.40136]
$\hat{R}^2$	0.62		
Nombre d'observations	70		

\* significatif à un seuil de 1%, \*\*significatif à un seuil de 5%

Les valeurs entre parenthèses représentent les écarts-type corrigés de l'hétéroscédasticité par la méthode de White (1980).

Les valeurs entre crochets représentent l'inflation de la variance.

Le tableau 3 montre que la variable *REG* est la seule variable non significative. Les autres composantes de la liberté économique sont toutes significatives. Selon ces résultats, une réduction de la taille de l'Etat, un système légal efficace et une politique monétaire efficace exercent un effet positif sur la croissance économique dans les pays de l'échantillon. Par ailleurs, la liberté du commerce et l'ouverture sur l'extérieur se traduisent par un effet plutôt négatif sur la croissance<sup>11</sup>.

Le coefficient positif caractérisant la variable traduisant la réduction de la taille de l'Etat ne peut que confirmer les points de vue libéraux militant pour un désengagement de l'Etat de l'activité économique. Mais, à notre avis, ce résultat doit être relativisé pour au moins trois raisons. La première est que la significativité de l'effet positif qu'exerce la variable scolarisation sur la croissance ne peut que consolider le rôle que doivent jouer les dépenses publiques d'éducation et de formation de capital humain. La seconde est qu'en regardant la construction de la variable *TE*, on se rend compte qu'elle était basée à la fois sur des variables reflétant les dépenses de consommation et d'investissement publics dont les effets sur l'activité économique peuvent être très différents. La troisième raison est que la linéarité de la relation entre les variables peut être remise en cause. En fait, plusieurs auteurs montrent que les différences dans les résultats quant à la taille de l'Etat sont dues principalement au fait que la relation entre cette taille et la croissance est non linéaire<sup>12</sup>. Ainsi, on peut imaginer l'existence

<sup>11</sup> Ce résultat s'accorde avec celui de Carlsson and Lundström, 2002 qui trouvent un effet négatif du commerce sur la croissance économique, mais il est critiqué par Berggren and Jordahl, 2005.

<sup>12</sup> Pour une discussion sur ce point, voir Chen et Lee, 2005 et Vedder and Gallaway, 1998.



d'un seuil de la taille de l'Etat à partir duquel les effets de l'intervention de celui-ci peuvent changer.

#### 4.3- L'effet de l'investissement public sur la croissance

Pour étudier l'effet de la taille de l'Etat sur la croissance économique et de mettre en avant l'importance des dépenses publiques d'investissement, nous avons introduit une variable qui a été utilisée par les inventeurs de l'indice de la liberté économique pour calculer la taille de l'Etat. Cette variable (notée *INVP*<sup>13</sup>) est la part de l'investissement public dans l'investissement total.

Le tableau 4 donne les résultats de l'estimation de la relation (2) dans laquelle nous avons remplacé la variable *TE* par la variable *INVP*.

**Tableau 4 – Effet de l'investissement public sur la croissance**

Variables	Coefficients	
Constante	4.903703*	(1.191787)
$\log(\pi^{pib})$	-0.999936*	(0.205956)
<i>INV</i>	0.063371**	(0.020697)
<i>SCO</i>	0.026205*	(0.007095)
<i>INVP</i>	-0.001074	(0.007844)
<i>SL</i>	0.494244*	(0.117641)
<i>SM</i>	0.277249*	(0.075582)
<i>LC</i>	-0.232182	(0.142758)
<i>REG</i>	0.424785*	(0.155980)
$\hat{R}$	0.62	
Nombre d'observations	70	

\* significatif à un seuil de 1%, \*\*significatif à un seuil de 5%

Les valeurs entre parenthèses représentent les écarts-type corrigés de l'hétéroscédasticité par la méthode de White (1980).

Le tableau 4 montre que la variable *INVP* se caractérise par un effet négatif et non significatif sur la croissance. Donc jusqu'ici nos estimations ne permettent pas de déterminer la nature de l'effet de l'investissement public sur la croissance. Ceci nous a amené à tester la validité de l'hypothèse d'une linéarité de la relation liant les différentes variables sur l'ensemble de notre échantillon. Pour cela, nous avons testé à travers la méthode de Hansen, 2000<sup>14</sup>, l'existence d'un seuil de rupture montrant des relations de natures différentes pour notre échantillon en fonction de la variable *TE*. En d'autres termes, on essaye de voir s'il ya une valeur critique pour la variable *TE* à partir duquel l'effet de l'investissement public sur la croissance peut changer.

L'application du test de Hansen sur la variable *TE* montre l'existence d'un seuil pour cette variable<sup>15</sup>. Ceci signifie que notre échantillon se divise, en fonction de *TE*, en deux groupes de pays ayant des caractéristiques différentes<sup>16</sup>. Le seuil de rupture à partir duquel les régimes différent est égal à 5.956. Selon les calculs de l'indice de liberté économique, ce seuil

<sup>13</sup> Les données de cette variable sont données avec celles relatives à l'indice de la liberté économique et de ses différentes composantes.

<sup>14</sup> Pour plus de détails sur cette méthode, voir Abdelkafi, 2007.

<sup>15</sup> L'hypothèse de linéarité est rejetée à un seuil de 10% avec un Bootstrap P-Value égal à 0.051.

<sup>16</sup> Les listes de pays appartenant à chaque groupe sont données dans l'annexe B.

correspond à une part de la consommation publique dans la consommation totale égale à 8.03, une part des transferts et des subventions dans le PIB égale à 0.875 et une part de l'investissement public dans l'investissement total égal à 61.725<sup>17</sup>.

Le tableau 5 donne les résultats des estimations de la relation (2) dans laquelle la variable *TE* est remplacée par la variable *INVP*, en séparant les deux groupes par le seuil de rupture relatif

**Tableau5 – L'effet de l'investissement public sur la croissance pour les deux groupes de pays différenciés en fonction de *TE***

	<i>TE</i> ≤ 5.956889		<i>TE</i> > 5.956889	
Constante	4.871487 *	(1.141501)	10.015556 *	(1.635928)
$\log \left( \frac{Pib}{N} \right)$	-0.907538*	(0.198151)	-1.883921*	(0.248343)
<i>INV</i>	0.064774 **	(0.030999)	0.031912 *	(0.018577)
<i>SCO</i>	0.028195*	(0.007401)	0.024101 *	(0.008234)
<i>INVP</i>	-0.004508	(0.008908)	0.029254*	(0.011639)
<i>SL</i>	0.647625 *	(0.162957)	0.845291*	(0.154980)
<i>SM</i>	0.221256*	(0.096141)	0.243898*	(0.085215)
<i>LC</i>	-0.293184**	(0.210029)	-0.232859	(0.172190)
<i>REG</i>	0.252703	(0.158721)	0.381241	(0.238606)
<i>R</i>	0.61		0.82	
Nombre d'observations	41		29	

\* significatif à un seuil de 1%, \*\*significatif à un seuil de 5%

Les valeurs entre parenthèses représentent les écarts-type corrigés de l'hétéroscédasticité par la méthode de White (1980)

à *TE*.

D'après le tableau 5, on peut voir que l'effet de l'investissement public sur la croissance économique diffère entre les deux groupes de pays. Rappelons que plus la valeur de la variable *TE* est faible, plus le pays est caractérisé par une taille de l'Etat plus élevée. Donc pour les pays ayant une taille de l'Etat leur permettant d'avoir un score selon la variable *TE* supérieur à 5.956, l'effet de l'investissement public sur la croissance est positif et significatif. En dessous du seuil de la variable *TE*, cet effet reste ambigu et non statistiquement significatif. Par ailleurs, dans tout l'échantillon l'effet de la scolarisation sur la croissance reste positif et significatif. Comme on l'a noté plus haut cette variable peut rendre très significatif le rôle des politiques économiques dans le développement. Ces politiques constituent une condition nécessaire à la capacité des pays pauvres de s'accrocher au train de développement.

## 5. QUEL PROCESSUS DE LIBERTE ECONOMIQUE POUR LES PAYS EN DEVELOPPEMENT?

Personne ne peut nier l'importance et la nécessité de la démocratie, de la liberté d'expression et de tout acte visant à améliorer les composantes d'une vie descente dans le processus de développement. Seules des politiques de ce type peuvent permettre aux pays en développement de parier sur les potentialités de leurs populations. Toutefois, un

<sup>17</sup> Ces parts sont les moyennes sur la période 1985-2000.

désengagement brusque de l'Etat dans ces pays serait une étape trop prématurée et trop risquée.

Telle qu'elle est prévue par ses défenseurs, la notion de liberté économique ne verse pas dans les intérêts des pays en développement. Au contraire, elle montre des relations de plus en plus tendues entre le nord et le sud, et le nombre de pays qui refuse cette forme de liberté ne cesse d'augmenter. Par exemple, la fuite des cerveaux dont parlent certains auteurs montre bien que dans certains cas cette liberté peut conduire à un appauvrissement des pays pauvres. Nduru, 2006 met l'accent sur les effets que subissent les pays africains à cause d'un tel phénomène. Il insiste sur le manque très net en personnel médical dans les pays africains. Le manque d'opportunités entraîne le départ de plusieurs corps médicaux vers des pays développés. Ce que la France appelle « l'immigration choisie » prouve que les rapports avec le sud sont loin d'être ceux d'intérêts mutuels. Certains auteurs vont plus loin et considèrent que les aides accordées aux pays pauvres se sont traduites par des effets néfastes. Rahnema, 2003 <sup>18</sup>, par exemple, note que : *« ce qu'on continue d'appeler aide n'est qu'une dépense destinée à renforcer les structures génératrices de la misère. Par contre, les victimes spoliées de leurs vrais biens ne sont jamais aidées dès lors qu'elles cherchent à se démarquer du système productif mondialisé pour trouver des alternatives conformes à leurs propres aspirations »*.

Plus que jamais les pays en développement ont besoin d'une restructuration de leurs politiques de développement. La libéralisation de leurs marchés nécessite des politiques de soutien au secteur privé. Les solutions aux problèmes de chômage, d'insertion professionnelle, d'efficacité des systèmes éducatifs etc. sont loin d'être spontanées et automatiques. La fracture numérique qu'a connue le monde ces dernières années montre bien que ces économies sont mal préparées pour suivre le train mondial de la technologie. Les travaux récents sur le paradoxe de la productivité et sur le rôle que doivent jouer à la fois la production et l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication rendent de plus en plus urgente l'intervention efficace de l'Etat. La libéralisation des échanges, par exemple, ne permet pas de profiter automatiquement des apprentissages technologiques. En fait, certains pays sont très loin du seuil technologique mondial ce qui les laisse piégés dans des niveaux très bas de développement (Stokke, 2005).

Nous vivons dans un monde dont la vitesse de la technologie connaît l'un de ses plus hauts niveaux. Les pays doivent se différencier par leur capacité d'adaptation et de poursuite du progrès. Dans un monde pareil, le rôle de l'Etat est de plus en plus significatif. A lui seul, le marché est incapable d'implanter, dans d'autres pays, la fascination pour la technologie caractérisant le peuple finlandais pendant les années 90. Il reste, par ailleurs, impuissant et non sélectif devant les vagues de cultures très variées et parfois étranges que fait passer le monde actuel de l'information.

## **6. CONCLUSION**

Basé sur un échantillon assez large de pays en développement, notre travail montre l'effet positif et significatif de certaines composantes de la liberté économique sur la croissance. En même temps, il montre la difficulté d'analyser la vraie relation entre ces deux phénomènes à travers un indice agrégé.

---

<sup>18</sup> Cité par Latouche S, 2004.

A travers la méthode de Hansen, 2000, nous avons pu montrer qu'en dessous d'un certain seuil de la taille de l'Etat dans l'économie, l'investissement public exerce des effets positifs et significatifs sur la croissance. Ces effets se consolident par le rôle que doivent jouer les politiques économiques dans l'amplification de certains facteurs de croissance telle que l'éducation.

Bien que la liberté, le respect des droits de l'homme et toutes les composantes d'une vie descente restent toujours une priorité dans les stratégies de développement, une libéralisation brusque des marchés et un désengagement total de l'Etat risquent d'être des choix très risqués pour les pays en développement. En effet, ces pays doivent se différencier par des politiques qui tiennent compte de leurs spécificités économiques, sociales, politiques, géographiques etc. Les modèles importés des pays riches ne peuvent pas réussir s'ils ignorent de telles spécificités.

Le rôle de l'Etat reste primordial dans les pays en développement. Ce rôle doit préparer les bases nécessaires pour que l'économie puisse profiter efficacement des opportunités offertes par le monde actuel. Les recherches futures doivent insister sur la nature des politiques à suivre dans ces pays et sur les conditions nécessaires à leur réussite.

## **BIBLIOGRAPHIE**

Abdelkafi, R., (2007). Taille de l'Etat et croissance économique: une étude à travers le modèle à seuil. Papier présenté dans le cadre des XXIIIèmes Journées du Développement de l'Association Tiers-Monde "L'Etat malgré tout ? Acteurs publics et développement" 14 - 16 mai, Mons (Belgique).

Bengtsson, M., N. Berggren and H. Jordahl (2005). Trust and growth in the 1990s – A robust analysis. UPPSALA Universitet, Working Paper 2005 :1.

Boyer R. (1998). Etat, marché et développement : une nouvelle synthèse pour le XXIe siècle ? Document du CNRS N° 9907.

Carlsson, F. and S. Lundström (2002). Economic freedom and growth : Decomposing the effects. *Public Choice* 112, 335-344.

Chen, S-T and C-C. Lee (2005). Government size and economic growth in Taiwan: A threshold regression approach, *Journal of Policy Modeling* 27, 1051–1066.

Cole, J. H. (2003). The contribution of economic freedom to world economic growth, 1980-99. *Cato Journal*, 23, 189-198.

De Soysa I. and E. Neumayer (2004). False Prophet, or Genuine Savior? Assessing the Effects of Economic Openness on Sustainable Development, 1980–1999. SSRN working paper, téléchargeable sur <http://ideas.repec.org/p/wpa/wuwpit/0409001.html#author>.

De Soysa, I. and E. Neumayer (2004). False Prophet, or Genuine Savior? Assessing the Effects of Economic Openness on Sustainable Development, 1980–1999. SSRN working paper, téléchargeable sur <http://ideas.repec.org/p/wpa/wuwpit/0409001.html#author>.

Esposito, A. and P. A. Zaleski (1999). Economic freedom and the quality of life: an empirical analysis. *Constitutional Political Economy*, 10, 185-197.

- Farr W. K., R. A. Lord and J. L. Wolfenbarger (1998). Economic freedom, political freedom and economic well-being: a causality analysis. *Cato Journal*, 18, 247-262.
- Gwartney, J., R. Lawson and E. Gartzke (2005). Economic Freedom of the World – 2005 annual report. The Fraser Institute.
- Gwartney, J.D., G. H. Randall and R. A. Lawson (2004). Economic freedom, institutional quality, and cross-country differences in income and growth. *Cato Journal*, 24, 205-233.
- Hamilton K. and M. Clemens (1999). Genuine savings rates in developing countries", *The World Bank economic Review*, 13, N°2, 333 - 356.
- Hansen, B. E. (2000). Sample splitting and threshold estimation. *Econometrica*, 68, 575-603.
- Heckelman, J. C. and M. D. Stroup (2000). Wich economic freedoms contribute to growth ? *KYKLOS*, 53, 527-544.
- Latouche S. (2004). Et la décroissance sauvera le Sud... *Le Monde diplomatique*, novembre 2004 – Pages 18 et 19, téléchargeable sur <http://www.monde-diplomatique.fr/2004/11/LATOUCHE/11652>.
- Mbaku J. M., (2003). Entrenching economic freedom in Africa. *Cato Journal*, 23, N°2. 217-225.
- Morrissey O. (2002). Recipient governments' willingness and ability to meet aid conditionality. Discussion Paper N° .2002/105, WIDER.
- Nduru M. (2006). La fuite des cerveaux du personnel médical met l'Afrique australe dans un dilemme. Inre Press Service, téléchargeable sur [www.ipsnews.net/fr](http://www.ipsnews.net/fr)
- Pillariseti J. R. (2005). The World Bank's 'genuine savings' measure and sustainability. *Ecological Economics*, 55, 599-609.
- Poirier M. (2001). Libéralisme économique et mondialisation - critique d'une étude de l'Economic Freedom Network. Etude de l'Institut de Recherche et d'Informations Socio-Economiques (IRIS).
- Rousseeuw, P. J. (1984). Least median of squares regression. *Journal of the American Statistical Association*, 79, 871-880.
- Rousseeuw, P. J. and C. van Zomeren (1990). Unmasking multivariate outliers and leverage points. *Journal of the American Statistical Association*, 85, 633-639.
- Schaefer, B D. (2003). Economic freedom: the path to African prosperity. *Heritage Lectures*, N°778, January 15.
- Stokke H. E. (2005). Productivity growth in backward economies and the role of barriers to technology adoption. *CREDIT Research Paper* N°05/05.
- Stroup, R. L. (2003). Economic freedom and environmental quality. *Proceedings, Federal Reserve Bank of Dallas*, 73-90.
- Vedder, R.K., & L.E. Gallaway (1998). Government size and economic growth. Paper prepared for the Joint Economic Committee of the US Congress, 1–15.

## Annexe A

### Liste des pays de l'échantillon

Algérie	Madagascar
Argentine	Malawi
Bangladesh	Malaisie
Belize	Mali
Bénin	Maurice
Bolivie	Mexique
Brésil	Maroc
Burundi	Népal
Cameroun	Nicaragua
République Centre Africaine	Niger
Tchad	Nigéria
Chili	Oman
Colombie	Pakistan
République du Congo	Panama
Costa Rica	Papua Nouvelle Guinée
Côte d'Ivoire	Paraguay
Chypre	Pérou
République Dominicaine	Philippines
Equateur	Pologne
Egypte	Sénégal
El Salvador	Sierra Léone
Fiji	Singapour
Ghana	Afrique du Sud
Guatemala	Sri Lanka
Guinée-Bissau	Syrie
Honduras Hong	Tanzanie
Kong Hongrie	Thaïlande
Inde	Togo
Indonésie	Trinidad & Tobago
Iran	Tunisie
Jamaïque	Turquie
Jordanie	Uganda
Kenya	Uruguay
Kuwait	Venezuela
	Zimbabwe

## Annexe B

<i>TE &lt; 5.956</i>	<i>TE &gt; 5.956</i>
Algérie	Argentine
Belize	Bangladesh
Benin	Bolivia
Brésil	Chili
Burundi	Colombie
Cameroun	Costa Rica
République Centre Africaine	République Dominicaine
Tchad	Equateur
République du Congo	El Salvador
Côte d'Ivoire	Guatemala
Chypre	Honduras
Egypte	Hong Kong
Fiji	Indonésie
Ghana	Jamaïque
Guinée-Bissau	Malaysia
Hongrie	Mali
Inde	Maurice
Iran	Mexique
Jordan	Panama
Kenya	Papua Nouvelle Guinée
Kuwait	Paraguay
Madagascar	Pérou
Malawi	Philippines
Maroc	Singapour
Népal	Sri Lanka
Nicaragua	Thaïlande
Niger	Turquie
Nigeria	Uruguay
Oman	Venezuela
Pakistan	
Pologne	
Sénégal	
Sierra Leone	
Afrique du Sud	
Syrie	
Tanzanie	
Togo	
Trinidad & Tobago	
Tunisie	
Uganda	
Zimbabwe	